Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bienêtre et de liberté adéquat à chaque époque.

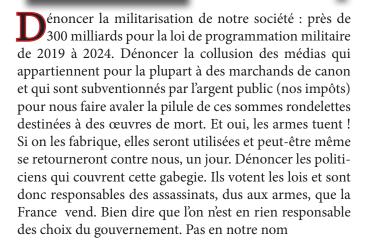


le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Dejacques en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895. Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Nos priorités



Lutter contre toutes les religions. Bien spécifier que seul le rationalisme peut nous affranchir, pas les dogmes. L'étude de l'histoire est à ce niveau vital. D'où viennent les religions? Réciter bêtement sans discernement le catéchisme ou les sourates n'apporte aucune explication sur l'origine du monde. Les dogmes religieux sont fixés dans le marbre alors que la société évolue. Religion et liberté sont incompatibles. On ne peut être pratiquant et libre. On pensait que la science apporterait un démenti aux religieux. Force est de constater que pour la science, tout dépend de l'utilisation qui en est faite. Combien de découvertes ont-elles été détournées pour asservir l'humain : œuvres de guerre, le nucléaire, le travail à la chaîne, les emplois abrutissants, les pesticides, l'environnement saccagé, jusqu'à la malbouffe.

Se mobiliser pour peser contre l'Etat, le patronat, les puissances financières. Nous avons un moyen simple qui coûte bien moins cher qu'une grève : c'est la consommation. Supprimons de nos achats quelques objets de consommation qui ruineraient certaines sociétés multinationales : coca-cola par exemple. Mais il faut organiser le boycottage à grande échelle. Si nous voulons que les choses changent, il faut s'en donner les moyens. Les préparer.

Relisons « Discours de la servitude volontaire ». Les choses sont claires. Les puissants ne sont puissants que par notre obéissance, notre lâcheté. Ce sont des colosses aux pieds d'argile qui ne se tiennent debout que grâce à nous qui les soutenons. Laissons-les tomber et ils s'écroulent. Parallèlement à ce lâchage des puissants, nous devons nous impliquer dans la vie de la cité et ne plus laisser aux autres le soin de gérer nos vies. La délégation de pouvoir ? Est-ce bien raisonnable de tout déléguer ? Ne peut-on envisager un contrôle sur nos délégués et pouvoir jeter ces derniers s'ils ne respectent pas le contrat social fixé au départ.

Peut-on faire confiance aux intellectuels d'aujourd'hui ? Ceux qui sont du côté du pouvoir, certainement pas. Ces BHL qui sont toujours potes avec les gouvernants de gauche comme de droite. Non, c'est évident qu'il faut s'en méfier et les contrer sur le plan des idées. Idées néfastes pour les classes populaires. Les riches se côtoient entre eux et ne défendent que les membres de leur caste. C'est parfois encore pire quand ils se drapent de bons sentiments. Allons faire la guerre en Lybie sous couvert d'éviter un bain de sang. Armons les intégristes musulmans et advienne que pourra...Voilà un exemple parmi des dizaines.

C'est pourquoi, l'éducation est importante. Il importe de se former, d'étudier, de lire, d'affuter son raisonnement, son esprit critique. Etudier pour davantage de connaissances et de liberté. Etudier pour préparer une alternative. Mais cela, c'est aussi de la responsabilité de chacun.



Bravo les jeunes!

C'était bien mieux avant, au moins les jeunes avaient une conscience de classe, ils militaient...Tandis qu'aujourd'hui, ils ne pensent qu'à eux ? Individualistes, égocentriques...tous les qualificatifs péjoratifs pour indiquer que la jeunesse, c'est plus ce qu'elle était!

A chaque nouvelle génération, c'est la querelle des anciens et des plus jeunes.

A y regarder de plus près, les anciens se trompent. Aux Etats-Unis, nous venons d'assister à une mobilisation gigantesque et une manifestation anti-armes de masse. Samedi 24 mars sera gravé dans la mémoire de cette jeunesse américaine que l'on croyait assoupie et résignée. Que nenni!

Les lycéens de Parkland nous rappellent que les jeunes peuvent descendre dans la rue et faire trembler le pouvoir. Les politiciens dont bon nombre sont tributaires de l'argent de la puissante N.R.A., pour leurs campagnes électorales, tergiversent et tentent de différer la demande de la « shooting generation ». Ils vont même jusqu'à renforcer au contraire les ventes d'armes en augmentant les dotations pour la sécurisation des établissements scolaires. Pas sûr que la jeunesse américaine se fasse duper par ce tour de passe-passe. Il faudra bien passer par la suppression totale des armes à feu aux Etats-Unis. La jeunesse était à l'avant-garde du pacifisme durant la guerre au Vietnam, sera-t-elle aux avant-postes du pacifisme en 2018 ? Des jeunes comme Emma Gonzalez n'ont pas l'air de s'en laisser compter. Espérons qu'elle ne prenne pas la grosse tête et qu'elle ne se laissera pas embobiner par les politiciens retords de son pays. Les jeunes qui utilisent les réseaux sociaux arrivent finalement à mobiliser rapidement, efficacement et en nombre. Quand on sait que 187000 jeunes Américains ont été exposés à des violences par arme à feu, ne serait-ce qu'en milieu scolaire, il est temps que la peur change de camp. Ce n'est pas l'encadrement du port d'armes qu'il faut, c'est la suppression pure et simple de la vente d'armes.

En France, la jeunesse aussi se réveille et loin de l'embrigadement politique des années post-68, tend à s'émanciper de la chape de plomb des partis politiques. En 1968, le Parti Communiste était puissant ; les partis d'extrême gauche, maoïstes et trotskystes étaient visibles et toujours sur la brèche. Pourtant, leur militantisme n'a rien changé. Les « établis », à quelques exceptions notables près, ont vite cédé le pas à un salariat moins pénible. Finalement, l'usine, les quarts, c'est pas la panacée. Quand on n'a pas le choix, on y reste toute une vie, si possible. Combien de jeunes intellectuels bourgeois ont pris des virages à 90° quand ils se sont aperçus que la vie en entreprise, c'est la chienlit. Les horaires, les petits chefs, le

rendement...et puis petit à petit, on s'est rendu compte que le stalinisme était un régime d'assassins à grande échelle. Que Mao et sa révolution culturelle avait fait de nombreux dommages collatéraux. Que Castro, c'était pas tout à fait la liberté...

Alors les jeunes ne souhaitent pas être les descendants de ces anciens. A juste titre. Par contre, ils sont de moins en moins pour la délégation de pouvoir et entendent, eux-mêmes, agir et ne pas laisser les autres décider à leur place. C'est une bonne nouvelle que cette pratique qui relègue la dictature du prolétariat et les polits buros aux poubelles de l'histoire. Les partis traditionnels se vident, c'est l'hémorragie militante. Tant mieux, ils ont failli et entraîné dans leur sillage la perte de confiance dans l'engagement politique, du moins celui attaché aux partis, ceux qui encartent.

Comme aux Etat-Unis, les jeunes s'engagent pour une cause qui leur semble juste : lutte contre les injustices, pour la liberté d'expression, lutte contre les tenants du pouvoir, contre la corruption, lutte contre les discriminations...Viendra sans doute, la lutte pour la paix, la solidarité et la défense de la terre nourricière mise à mal par la pollution, les faiseurs de fric qui déboisent, laminent les sols et ne pensent pas aux générations futures.



Marre d'être récupérés, assez d'être comptabilisés dans des sondages truqués, dégoûtés des politiciens qui mentent, sont corrompus...Marre de suivre bêtement un chef, un leader charismatique ou pas. A bas les chefs! D'ailleurs, sans leader autoproclamé, finies les magouilles des débouchés politiques...Au rebus, ces vieilleries de récupération.

Entre les militants de clavier, ceux qui utilisent internet comme psychothérapie, et les militants bornés, sectaires qui ne voient que par la priorité de ce pourquoi ils militent...il y a une masse de jeunes qui utilisent les réseaux sociaux pour une cause ponctuelle. Le seul hic, c'est la manipulation. Les sources divergent, les fake-news pullulent. Il faut trier, consolider et aiguiser son esprit critique. C'est pourquoi nous pensons que si le livre trouve de moins en moins de lecteurs chez les jeunes, nous devons cependant garder nos bibliothèques « militantes » afin de rechercher des documents que l'on ne trouve pas sur le net ni dans les lieux officiels de la culture d'Etat. Qu'on se souvienne de ces rebelles syriens qui avaient monté une bibliothèque de 5000 volumes, sous terre, pour exister, pour se faire plaisir et faire face aux nouvelles de désinformation du pouvoir. Car tout pouvoir manipule. La première chose que le régime de Bachar a fait, quand cela a été possible, ça été de détruire les livres comme les nazis firent des autodafés...La culture par le livre sera peut-être la seule porte de salut pour la jeunesse quand tout aura été gangréné par internet et les médias.

Alors, le livre, oui et toujours le livre. Et un peu d'humanisme libertaire parce que tout n'est pas pourri dans ce monde. Mais il faut réfléchir et vite car des millions de vies humaines sont en danger : celles victimes de la guerre mais celles aussi des réfugiés climatiques qui essaient de trouver un endroit où simplement vivre. Les occidentaux ont une lourde responsabilité dans cet état de fait. Alors que les dépenses militaires ont atteint près de 1700 milliards de dollars dans le monde en 2016, alors que la France prévoit une dépense cumulée de 300 milliards d'euros entre 2019 et 2025, nous sommes incapables de satisfaire aux besoins vitaux de l'humanité! On marche sur la tête et le cynisme des dirigeants politiques n'est plus à démontrer. C'est sans doute sur cette exigence morale que les jeunes générations auront à se battre. Quand on sait que 37 milliards de la Loi de Programmation Militaire (LPM) seront consacrés à la dissuasion nucléaire, on reste abasourdi de tant de légèreté et d'imbécilité. Les propositions d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure ou ailleurs sont de véritables bombes à retardement pour les générations futures, et ce sur le temps long.

Ne peut-on dépenser l'argent public, notre argent, de manière intelligente et humaine : pour aider les victimes des guerres, pour satisfaire les besoins vitaux de chacun partout y compris en France, pour s'adapter aux dérèglements climatiques qui engendrent misère, famine et déplacement de réfugiés climatiques qui seront des dizaines de millions dans une cinquantaine d'années... De l'argent enfin utilisé à bon escient. En Afrique, par exemple, multiplier les barrages verts pour endiguer l'avancée des déserts. Creuser des puits et irriguer conséquemment les terres et revenir aux cultures vivrières. Utiliser l'énergie solaire et les énergies renouvelables...Et surtout maintenir la paix. C'est faisable. De l'argent, nous en avons ; c'est son utilisation qui pose problème notamment au niveau éthique. Les politiques, et c'est en cela qu'ils sont nuisibles ont toujours tendance à s'occuper des conséquences de tel ou tel phénomène sans penser à traiter les causes et tarir la source des maux. Un raisonnement à court terme qui permet cependant à certains de se mettre de l'argent de côté sur le long terme. Leur argent gagné ainsi, c'est notre insécurité. Alors, debout les jeunes, on a du pain sur la planche.

ZAD: Les militaires nous montrent le vrai visage de l'armée, celui d'ennemie du Peuple

L'État n'aime rien moins que la quête de l'ordre sans l'autorité qu'il représente. Depuis ce matin (lundi), entre 2000 et 2500 CRS ont investi la « ZAD » de Notre-Dame-des-Landes pour déloger « les occupants illégaux ». L'opération en cours cache mal les failles du fameux « État de droit ».

« Retour à l'État de droit ». Voilà la formule choc derrière laquelle se cachent les gouvernements successifs pour justifier des opérations plus ou moins légitimes. Ce midi, sur France inter, un journaliste évoquait que 2500 CRS pour interpeller 6 occupants revenait à « utiliser un

marteau pour frapper une mouche ». La démesure de l'opération, à l'instar de l'opération César de 2012, démontre paradoxalement la fragilité de l'État néo-libéral, remis en cause de tous les côtés malgré l'élection d'Emmanuel Macron en 2017.

Aussi bien au travers de la grève des cheminots, des enseignants ou des personnels hospitaliers ou d'EHPAD que par les blocages universitaires, c'est tout un monde qui est dénoncé par des voix hétéroclites. Un monde qui sort des sentiers battus que l'État fait emprunter aux citoyens en leur faisant croire qu'ils sont libres.

Libres oui... de respecter des règles que, souvent, ils ne trouvent pas justes. Or, un État ne peut tenir que si les citoyens en voient l'utilité.

Certes, on comprend aisément que les occupants de Notre-Dame-des-Landes doivent « régulariser » leur situation. Accepter des zones de non-droit revient en effet à détruire toute la logique de « solidarité nationale » pour des systèmes tout aussi solidaires, mais hyper-localisés et difficilement généralisables pour tous. Accepter légalement les squats, c'est dire en substance que les citoyens qui paient des impôts locaux sont des couillons! Et c'est sur ce sentiment mesquin, cette division, que joue l'État pour justifier sa revanche, après tant d'années d'humiliation de la part d'une poignée de rêveurs. À grand renfort de désinformation, il s'est acquis le soutien de milliers de foyers qui, incapables d'atteindre les fraudeurs fiscaux (rappel: près de 80 milliards d'euros par an), réclament la tête des plus faibles, réputés truands eux aussi.



Mais disons-le tout de go : ces poches de « résistance » ne vivent pas franchement en dehors de la société. Plutôt en marge. Pour les occupants de la ZAD, régulariser revient à accepter l'État tel qu'il est aujourd'hui. Or, toute leur lutte consiste à imaginer d'autres modèles de société que celui, globalisé et mondialisé, qui s'étend. La réalité, c'est que du point de vue de l'État, le projet des zadistes ne peut perdurer au risque de s'étendre. Il faut donc les décrédibiliser à grand renfort de communication. Pratiquement décrits par les autorités comme étant des « terroristes », ces zadistes sont en réalité pour la plupart des néo-paysans qui mettent en danger la pérennité du système économique et politique dominant en prouvant par le fait que d'autres voies existent (démentant ainsi l'affirmation de Margareth Thatcher There is no alternative). Aussi, les partisans du néo-libéralisme, parvenus depuis des décennies à la tête de l'État, utilisent la force pour éradiquer cette menace. La logique : « soumettezvous ou disparaissez ».

Ce que l'État ne mentionne pas à propos de ces « occupants illégaux », c'est qu'ils ont cherché – à quelques individus près – à régulariser leur situation à Notre-Dame-des-Landes. Jade Lindgaard, journaliste à Média-

part, rappelait le 8 avril dernier que « l'assemblée des usages, une instance collective des « usager·e·s » de la ZAD, a fait parvenir à la préfecture une proposition de convention provisoire collective. Ils acceptent de signer avec l'État une forme précaire de bail régularisant leurs activités mais pas sur une base individuelle, ni exclusivement pour des projets agricoles. » Visiblement, cette proposition a été refusée par l'État. En quoi, pourtant, était-elle déraisonnable ?

C'est donc bien deux visions du monde qui s'opposent. Toutes deux disposent d'une vision du droit différente. Pour l'une, l'État est seul détenteur de ce qui est juste, légal. Pour l'autre, ce sont les habitants eux-mêmes qui doivent s'auto-organiser. Les premiers veulent un rapport citoyen-État, les seconds souhaitent une gestion collective d'un espace habité. Il s'agit ni plus ni moins de définir qui de l'État ou de la société prime. Et qui est détenteur du Droit...

Tout cela témoigne en tout cas d'une quête de sens dans un monde qui n'en a plus. Le mot « République », martelé tous les matins, est un mantra qui ne veut plus dire grand-chose dès lors que la solidarité (réelle) est en cours de destruction, que les systèmes d'auto-gestion sont peu à peu remplacés par une gestion de plus en plus autoritaire. Car cette République est néo-libérale et elle ne porte plus aucune utopie! Elle est au contraire rongée par un cancer qui progresse en l'absence de projets de société. Car le néo-libéralisme est bel et bien un projet, mais en aucun cas « sociétal » puisqu'il n'a aucun idéal, si ce n'est celui de l'enrichissement personnel. Pire, à mesure qu'il progresse, qu'il se généralise, il détruit les rapports de solidarité. Et fracture les sociétés.

Soyons donc sûrs qu'en détruisant la fourmilière géante à Notre-Dame-des-Landes, l'État en fabriquera 1000 autres plus petites.

Partager la publication « Notre-Dame-des-Landes. Ce que cache la revanche de l'État. »

Article du journal Le Peuple Breton.



ZAD: Honte à Macron!

Les militaires utilisent des blindés contre les zadistes. C'est la démocratie de Monsieur Macron qui nous a évité Madame Le Pen. Ces deux politiciens sont les deux faces d'une même pièce. Pas sûr que la flicaille gagne cette fois car la lutte va perdurer même si Gérard Collomb est obligé d'annoncer « nous maintiendrons, tant qu'il sera nécessaire, des forces de l'ordre pour qu'il n'y ait pas de nouvelle occupation ». Les journalistes sont bloqués par les flics qui ne veulent pas de témoins pour faire leur sale besogne. Collomb s'était déjà illustré dans la gestion des migrants...Il restera dans l'histoire, dans la catégorie des politiciens liberticides, des sinistres.

Macron tente de faire une démonstration de force envers les zadistes et intimider le mouvement social, notamment les cheminots qui s'inscrivent eux aussi sur le temps long. Ce monarque veut faire plier toute résistance. Il s'appuie sur des courtisans à l'assemblée et toute la valetaille militaire qui joue aux courageux en gazant des jeunes et des retraités. Et à dix contre un.

Macron est en train de perdre la bataille de l'opinion sur la ZAD. Ce ne sont pas ses courtisans technocrates qui inverseront la tendance. Les Versaillais sont au gouvernement. Valls, le looser, le soutient, c'est bon signe, il est toujours avec les perdants.

Les militaires montrent leur utilité qui est de combattre l'ennemi intérieur : des paysans, des artisans, des parents et leurs enfants, des jeunes en rupture de ban, des militants qui veulent vivre en communauté...Macron aurait-il peur de la contagion : voir des gens qui veulent vivre leur vie, en dehors du système, celui qui génère du profit pour la caste macronienne.

Notre sympathie va aux zadistes et nous mettons en garde contre tout dérapage mortel car il n'y aura ni oubli ni pardon. Et n'oublions pas que c'est la flicaille qui agresse, pas le contraire! La violence est du côté de ceux qui agressent. Le reste n'est qu'autodéfense populaire.

Solidarité avec les zadistes. Pour construire un monde alternatif, autogestionnaire, solidaire et libertaire.

GLJD



Soutenons la Zad: contre l'état de droit du gouvernement Philippe



itat de droit du gouvernement Philippe, c'est :

- Une loi de programmation militaire de l'ordre de 295 milliards, alors que les caisses sont vides pour les services publics. Il n'y a pas d'argent magique pour la santé mais l'argent pour les œuvres de mort coule à flot.
- Des millions de précaires et de chômeurs.
- Des centaines de milliers de personnes mal logés.
- Neuf millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté dont 3 millions d'enfants.
- Ce sont les projets d'enfouissement de déchets radioactifs comme à Bure et un cadeau empoisonné et irresponsable pour les générations futures sur des centaines d'années.
- C'est le consommateur qui le 15 du mois n'a plus d'argent pour acheter de quoi manger pour lui-même ou pour sa famille.

- C'est la pollution qui tue des milliers de personnes chaque année en France.
- Ce sont les pauvres qui habitent dans de véritables ghettos alors que les riches peuplent les centres villes ou les périphéries cossues.
- Ce sont les enfants d'ouvriers et de chômeurs qui se retrouvent sur le marché du travail de bonne heure alors que les fils à papa suivent leurs études où ils ne risquent pas de côtoyer des pauvres vu le montant des frais d'inscription aux grandes écoles.
- Ce sont les enfants autistes qui vont en Belgique car la France est incapable de s'en occuper sérieusement.
- Ce sont les hôpitaux publics où les urgences et les personnels croulent sous le travail avec un manque de soignants criant alors que les riches sont soignés dans d'onéreuses cliniques.
- C'est la drogue dure qui circule dans les quartiers où le futur s'enregistre à pôle emploi.

- Ce sont les inégalités qui se creusent d'année en année.
- C'est la course aux profits où seuls ceux qui ont des fonds à investir s'enrichissent sur le dos de la plupart de nos concitoyens.
- Ce sont ces délinquants financiers qui passent globalement entre les mailles du filet et ne sont emprisonnés que très rarement alors que les petits voyous écopent de lourdes peines pour récidives.
- C'est le président Macron qui reçoit en grande pompe le prince héritier Mohamed Salman à Paris, les 9 et 10 avril 2018, alors que le blogueur saoudien Raïf Badawi a été condamné en 2014 à recevoir 1000 coups de fouets et dix ans de prison pour pseudos « injures à l'Islam ».
- C'est Florence Parly, ministre des armées, qui ment éhontément car les ventes d'armes à l'Arabie saoudite ont explosé pendant le conflit avec le Yémen où sont pratiqués des crimes de guerre.
- Ce sont des migrants accueillis de manière déplo-

rable.

- C'est toujours l'inégalité salariale entre hommes et femmes.
- C'est le transhumanisme (eugénisme) qui arrive à grands pas.
- Ce sont les attaques fascistes qui prennent de l'ampleur dans l'espace public.

Et nous pourrions égrener encore de multiples cas où le non droit et le moindre droit existent.

Pacifistes, nos mots crépitent comme des rafales de mitraillette, pour que la raison l'emporte sur le bruit des bottes, de sinistre mémoire.

Laissons les habitants de la Zad décider de leur sort et construire une alternative de vie. Sincèrement, est-ce bien raisonnable d'envoyer 2500 militaires pour expulser une centaine de personnes qui ne font de mal à personne...On constate encore une fois que l'armée réprime les gens qui ne marchent pas au pas.

La crèche de la ZAD



u cœur de la Zad, à Saint-Jean-du-Tertre, cette zone à défendre de Notre-Dame des Landes, des expériences humaines se font jour dont la crèche de la Zad.

Six enfants et deux autres prévus représentent l'effectif de cette crèche dont l'aîné a trois ans. Les enfants devraient fréquenter à terme l'école d'un village voisin. Nous employons le conditionnel car le gouvernement Macron entend expulser les occupants illégaux.

Quand on se présente comme le boss de la république, il faut de l'autorité : casser le statut des cheminots et livrer la SNCF à la concurrence (on voit ce que cela a donné en Grande-Bretagne), casser le statut des fonctionnaires, réorganiser les hôpitaux (entendons : flexibilité et rentabilité)...alors virer une centaine de personnes, ça ne fait pas peur à Macron et Doudou (comme le premier ministre vient du Havre, on peut se permettre d'être familier. Question cul, il a plein de casseroles l'Edouard...).

On reparlera de cette expérience éducative si elle existe encore d'ici quelques mois. Mais on s'aperçoit, qu'ici ou là, des adultes s'organisent en autogestion pour garder les enfants. Ateliers cuisine, jeux en pleine nature, vie communautaire...Voilà qui rompt avec les ragots des bien pensants et certaines pratiques coercitives.

On se demande d'ailleurs si les macronistes ne préfèrent pas casser certaines alternatives sociales plutôt que du facho. Les fascistes rebombent toujours le torse et donnent dans la violence quand ils voient l'alternative électorale s'éloigner, notamment celle de Madame Le Pen. Electoralement parlant, c'est une bonne nouvelle car la balkanisation de l'extrême droite est en marche. Par contre, pour ceux qui reçoivent des coups de manche de pioche, c'est moins drôle. Les pistoleros reviendront-ils nous rendre service?

Durruti, reviens, ils sont devenus fous!



ZAD: Confédération Paysanne

10.04.2018 Hélicoptère, véhicules blindés, lacrymogènes et 2 500 nervis sur place... L'Etat est en train de déployer, depuis cette nuit, sur une commune rurale de Loire-Atlantique, l'équivalent de près de 50 % des effectifs humains qu'elle a engagés dans ses opérations extérieures militaires à l'Etranger (source ministère des armées – opérations extérieures 2018 : 5 800 personnes engagées).

De quoi le Ministre de l'Intérieur veut-il nous protéger ? Atelier bois, fabrique de pâtes et de bière artisanale, création d'un élevage laitier, implantation de cultures maraîchères, projets culturels, démarrage de production ovine, boulangerie, atelier mécanique, troupeau collectif bovin allaitant, production de plantes médicinales... sont autant de projets déjà existants sur place. Aujourd'hui, des paysannes et paysans en devenir ou en place se font expulser, ce qui est inadmissible!

La Confédération paysanne soutient tous les projets agricoles, ceux de transformation alimentaire ainsi que les initiatives qui concourent à expérimenter de nouvelles façons de faire en milieu rural autour de l'agriculture. Elle condamne donc l'opération inacceptable qui est en cours et dénonce le double discours de l'Etat, avec un Ministre qui dit vouloir faire de NDDL un lieu de « développement du bio » et une préfète qui dit vouloir de la concertation. C'est tout le contraire qui est à l'œuvre!

La Confédération paysanne appelle à protester partout en France pour dénoncer la destruction de projets agricoles et de lieux de vie dans la Zone Agricole en Développement de Notre-Dame-des-Landes.

Assez de tueries!

Nos philanthropes gouvernementaux nous assurent que les armes françaises vendues à l'Arabie saoudite « n'étaient pas censées être utilisées » au Yémen. Le problème est qu'avec près de 10.000 morts, des dizaines de milliers de blessés et une terrible épidémie de choléra, le conflit yéménite, a provoqué selon l'ONU « la pire crise humanitaire au monde ».

Le génocide au Rwanda aura fait 800 000 morts en 1994. Ce sont bien entendu nos politiciens qui ont armé les génocidaires Hutus. Les armes françaises tuent et par milliers. La France est devenue le troisième exportateur d'armes au monde mais il est bien le premier par tête de pipe.

Les politiciens hypocrites, de gauche comme de droite, font comme les vendeurs de pétards au 14 juillet. Les acheteurs n'ont pas le droit d'utiliser les pétards mais il n'est pas interdit d'en vendre. Et quand la France vend pour des millions d'euros d'armes, à quels gogos veut-on faire croire que ces armes ne tueront pas d'enfants, de civils...

Et si des armes françaises vendues à Erdogan et Bachar El Assad tuaient des civils kurdes à Afrin et à la Ghouta ? Et les armes françaises vendues par nos marchands de canon avec rétrocessions juteuses pour quelques politiciens peu scrupuleux avaient permis de trucider des milliers de Lybiens. Et si... Arrêtons de faire l'autruche. Envisageons l'état d'urgence pour stopper la militarisation de la société.

Il est temps d'envisager le désarmement unilatéral!



Rojava : brisons le silence !

« Il y avait la foi dans la révolution et dans l'avenir », écrivit George Orwell dans son Hommage à la Catalogne. Aux quatre coins du monde, les partisans de la justice sociale n'en finissent pas d'honorer l'Espagne progressiste, défaite à la fin des années 1930 par les fascismes européens : cette mémoire est nôtre, mais notre époque nous requiert et nous pousse à la jeter, ressourcée et vivante, dans la bataille qui se joue sous nos yeux au Rojava, en Syrie.

Un projet d'émancipation. Il faut parler des civils, bien sûr, qu'ils soient bombardés à Afrin par l'État turc et ses alliés djihadistes comme à la Ghouta par le régime d'Assad et ses soutiens. Il faut dénoncer la « catastrophe humanitaire » provoquée au Rojava par l'invasion turque, bien sûr, et écouter le Comité international de la Croix-Rouge alerter sur les « besoins » des familles et le Croissant rouge du Kurdistan lancer « un appel à l'aide ». Mais, pour essentielles qu'elles soient, ces interpellations ne suffisent pas : n'étouffons pas l'alternative politique émancipatrice proposée par le Rojava depuis 2012, étendue depuis à presque tout le nord de la Syrie.

Brisons le silence, comme le demandent aujourd'hui ses partisans, pour rendre compte d'une perspective singulière qui tente de se frayer un chemin, dans un pays ravagé par sept années d'une guerre qui touche aussi l'Europe, entre l'autoritarisme ethnique d'une République arabe syrienne et la théocratie louée par nombre de ses opposants. Une alternative antifasciste portée par le Mouvement pour la société démocratique (TEV-DEM) et protégée par les unités d'autodéfense YPG/J ainsi que leurs partenaires des Forces démocratiques syriennes. Forts de deux contrats sociaux, établis en 2014 et 2016, le Rojava (et ses trois cantons auto-administrés: Afrin, Kobané et Djézireh) ainsi que la Fédération démocratique de la Syrie du nord promeuvent la justice sociale, les libertés individuelles et politiques, la démocratie directe, la liberté de croire ou de ne pas croire, l'égalité entre les sexes, l'écologie et l'interdiction de la peine de mort et de la torture. Une alternative syrienne qui implique à égalité, et dans le respect des frontières du Moyen-Orient, les Kurdes, les Arabes, les Assyriens, les Syriaques, les Chaldéens, les Turkmènes, les Arméniens et les Tchétchènes - qu'ils soient musulmans sunnites ou alaouites, chrétiens, yézidis ou athées.

Brisons le silence, pour que la défense du Rojava ne soit plus, en Occident et plus encore en France, l'otage de quelques avocats médiatiques « des Kurdes », essentialistes embarqués dans on ne sait quelle campagne pour « nos valeurs » : non, la population mosaïque du Rojava

et de la Syrie du nord ne se bat pas pour la sauvegarde de nos « démocraties » libérales. Il n'est à l'évidence pas question de prétendre à un miracle ni de brosser le portrait d'un territoire enfin affranchi des dominations qui, là-bas comme partout ailleurs, font rage : les contradictions abondent au quotidien et on ne peut qu'évoquer un processus à l'œuvre – une expérience concrète « très différente de tout ce qui se trouve en Syrie », estime ainsi Noam Chomsky. Il est en revanche certain que la possibilité de voir cette révolution aboutir un jour sera écrasée dans l'œuf si le gouvernement turc et ses alliés théocrates (rebelles syriens, débris de Daech et d'Al-Qaïda) l'emportent dans les mois à venir.

Place aux peuples

Emmanuel Macron a reçu le président Erdogan au début du mois de janvier 2018. Quand ce dernier ne marchande pas la rétention d'environ trois millions de réfugiés en menaçant à tout instant l'Union européenne d'ouvrir ses frontières, quand il ne remplit pas ses prisons de journalistes, d'écrivains, d'artistes et de militants démocrates, féministes ou LGBT, quand il ne s'illustre pas dans les crimes de guerre, le voici qui parle de « croisade » et soutient le djihad au nord de la Syrie. Puis raille les combattants kurdes qui auraient « fui [Afrin] la queue entre les jambes » – rien n'est moins vrai : la ville a volontairement été évacuée afin de protéger les populations, l'État turc ayant déjà assassiné plus de 500 civils depuis le lancement, il y a deux mois, de l'opération Rameau d'olivier. La résistance n'en continue pas moins : ce retrait en garantit la réorientation stratégique. Lors de son séjour en France, ce même Erdogan a appelé à ce que les échanges commerciaux soient portés à 20 milliards de dollars (contre actuellement 13,4), supervisé l'achat de vingt-cinq Airbus et signé un contrat de défense aérienne et anti-missile. « Une communauté de vues et d'intérêts stratégiques », a commenté Emmanuel Macron. Avant de se fendre, dans les colonnes du Figaro, d'un vibrant appel à « la précaution et à la retenue », dans le cadre de l'invasion du Rojava, tout en faisant sien les éléments de langage de son homologue turc en qualifiant les unités YPG/J de « potentiels terroristes ».

L'Espagne est tombée, le Chili de l'Unité populaire est tombé ; le Rojava tient encore. Brisons le silence, oui, et faisons-nous l'écho des revendications des populations concernées : un couloir humanitaire et la création d'une zone d'exclusion aérienne.

Sans quoi, il nous faudra encore parler de cet espoir au passé.



Voici venir le nouvel album de ce groupe mythique qu'est Trust : «Dans le même sang».

Bon, inutile de dire que je vais avoir du mal à être objectif concernant ce groupe dont je suis fan depuis 1980 et le fameux hymne «Antisocial». Près de 40 plus tard, Trust nous sort le grand jeu et renoue également avec ce qui a fait sa marque : la chanson «coup poing dans la gueule». Bernie le parolier et chanteur renoue avec des textes rageurs et plutôt brut de décoffrage. Ca ne fait pas dans la dentelle et ça tape dur.

Quand j'étais gamin, Trust passait pour être des anars, avec la compréhension que je pouvais avoir de ce qu'est être un anarchiste à 12 balais. Depuis j'ai fait mon chemin comme on dit et j'ai touché du doigt en quoi les paroles de Bernie pouvait en effet être proche des libertaires. Je pense notamment à 'La grande illusion» et son fameux refrain «Je ne suis qu'un bulletin qu'on intoxique et qu'on glisse dans une urne».

Les années ont passé et on avait pu voir Bernie haranguer le public pour aller voter, notamment lors de la tournée «Soulagez-vous dans les urnes». Ca m'avait laissé pantois, car même si l'objectif était de lutter contre le Front National, je maintiens mon refus de participer au grand «Barnum électoral», n'en déplaise aux insoumis et à la «gôche». Le gouvernement Macron-Philippe est d'ailleurs un parfait antidote contre ce trop fameux et fumeux «barrage au fascisme» qu'on nous sert tous les cinq ans.

Comme le chantait si bien Ferré «t'as voté, si t'as voté c'est qu't'avait le choix, alors, alors, démerde-toi».

Le Libertaire

Internet : http://le-libertaire.net/

E-Mail: julesdurand.lehavre@gmail.com

Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et

environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX Directeur de la Publication : Olivier Lenourry Numéro de commission paritaire en cours Force est de constater qu'avec «Dans le même sang», la proximité avec l'esprit et les idées libertaires se fait sentir , multipliant les clins d'oeil, les allusions et les franches évocations tout au long des chansons. Certains titres sont eux-mêmes clairement évocateurs : «Ni Dieu, Ni Maitre», «Le gouverment comme il respire», «Fils de pute, Têtes de liste» . Le premier est bien évidemment le plus explicite :

«Sans égalité, la liberté est incomplète»

«Que crève le vieux monde dans les bras des putains «Ni Dieu, Ni César, Ni Tribun» et un magnifique « debout les libertaires».

On trouve dans les textes les thèmes chers à Trust avec évidemment les critiques de la politicaillerie, des religions, de la société en général, et plus particulièrement la société de l'image et de la consommation.

Le titre «Dans le même sang» est à ce sujet clair, net et sans bavures et si j'y vois le portrait en creux de politiciens bien connus, de Sarko à Méluche en passant par la fascistoïde blonde, le couperet tombe :

«Tu n'as plus qu'une idée , d'être des chiens, le maître Promets des jours meilleurs à ceux qui veulent bien se faire mettre»

«Qui sème la misère, récolte la colère Les médias pataugent aussi dans le même sang Il n'y a plus de logique, plus de doute juste des bêtes, les pieds dans le même sang»

Et puis , en plein milieu de tout ça , une reprise d'une chanson de Piaf «J'men fous pas mal» dans une version Jazz-blues,rafraichissante pause entre deux assauts.

Quant à la musique, que dire, si ce n'est que c'est du Rock bien lourd avec des grosses grattes comme je les aime... L'enregistrement a été fait dans des conditions Live en 3 jours et le son est monstrueux de puissance. Mais avec des zicos de cette classe, rien d'étonnant à ça.

En résumé, une bonne claque et des chansons qui pour certaines prendront toute leur place à côté des classiques et n'en déplaise aux médias bien-pensants le Rock Français, c'est Trust!

Oly

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com